

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



48356



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/FMAB/26
29 juillet 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence des ministres des finances
sur la création d'une banque africaine
de développement
Khartoum, 31 juillet - 9 août 1963

SCHEMA DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

(Note du Secrétaire exécutif)

KHAR-63-106

SCHEMA DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

BUT ET FONCTIONS :

Le but de la Banque est de contribuer au développement économique et au progrès social des Etats membres, individuellement et collectivement.

Pour atteindre son but, la Banque utilise les ressources à sa disposition pour financer des projets et programmes d'investissement qui tendent au développement économique et social des Etats membres en s'attachant tout particulièrement aux projets multi-nationaux. La Banque s'efforce de mobiliser et d'augmenter en Afrique et hors d'Afrique les ressources destinées au financement de ces projets et de favoriser l'investissement en Afrique de capitaux publics et privés. Elle fournit également l'assistance technique qui peut être nécessaire en Afrique pour l'étude, la préparation, le financement et l'exécution de projets et programmes de développement. Elle exerce ces fonctions en collaboration avec les organismes nationaux, régionaux et sous-régionaux de développement en Afrique.

MEMBRES :

A vocation à devenir membre de la Banque tout pays africain ayant le statut d'Etat indépendant.

(Un protocole spécial permet au Kenya de signer l'Accord, puis de déposer son instrument de ratification lorsqu'il deviendra indépendant).

STRUCTURE :

La Banque a pour organes principaux un Conseil des gouverneurs, un Conseil d'administration - composé de neuf membres, un Président, au moins un Vice-Président, ainsi que les fonctionnaires et le personnel nécessaire pour l'exécution des tâches qu'elle détermine.

Elle peut créer des organes subsidiaires.

CAPITAL AUTORISÉ :

Le capital-actions autorisé de la Banque est actuellement de 200.000.000 d'unités de compte (une unité de compte représentant l'équivalent de un dollar des Etats-Unis) dont la moitié sera entièrement libérée et la moitié sujette à appel). Il se divise en 20.000 actions, d'une valeur nominale de 10.000 unités de compte chacune, qui sont offertes à la souscription des Etats membres. Il se compose, en parties égales, d'actions à libérer entièrement et d'actions sujettes à appel. Il peut être augmenté suivant les modalités et au moment que le Conseil des gouverneurs juge opportuns.

(Du fait de la ratification du Kenya, le capital autorisé se trouvera augmenté de 6 millions d'unités de compte.)

SOUSCRIPTION DES ACTIONS :

Chaque Etat membre souscrit initialement sa part d'actions au capital de la Banque, de la manière prévue à l'Annexe A à l'Accord.

La répartition des actions a été recommandée par la Réunion préparatoire suivant les propositions de la Commission des souscriptions au capital qui a réparti les souscriptions de chaque membre selon la capacité économique de chacun évaluée d'après des critères que le Secrétaire exécutif a formulés et qui combinent le produit national brut, les recettes fiscales et les recettes provenant des exportations.

Afin d'éviter des différences excessives entre les souscriptions des divers Etats membres, il est prévu un minimum d'un million d'unités de compte et un maximum de 30 millions d'unités de compte.

PAIEMENT DES SOUSCRIPTIONS :

Les souscriptions initiales sont payables en monnaie convertible en six versements, dont le premier représente cinq pour cent, le deuxième trente-cinq pour cent et les quatre derniers, quinze pour cent chacun de la souscription.

...

Le premier versement est fait par le Gouvernement intéressé dès ou avant la date de dépôt de l'instrument ratifiant l'Accord; le deuxième versement vient à échéance six mois après l'entrée en vigueur de l'Accord ou six mois après le dépôt de l'instrument de ratification par l'Etat membre intéressé, selon celle des deux dates qui est postérieure à l'autre; le troisième versement vient à échéance dix-huit mois après l'entrée en vigueur de l'Accord; les trois/derniers versements sont payables à des intervalles d'une année.

FONDS SPECIAUX :

La Banque peut instituer des fonds spéciaux ou recevoir la gestion de fonds spéciaux, destinés à servir ses fins dans le cadre de ses fonctions. Elle est habilitée à recevoir, employer ou de toute autre façon utiliser les ressources affectées à ces fonds spéciaux. Ces "ressources spéciales" demeurent distinctes de ses "ressources ordinaires en capital" et sont régies par les règles et règlements spéciaux qui peuvent être nécessaires.

POUVOIRS D'EMPRUNT :

Afin d'accroître les ressources de la Banque, l'Accord prévoit qu'elle peut emprunter des monnaies locales d'Etats membres pour payer les dépenses afférentes à des biens ou à des services provenant du territoire de l'Etat prêteur aux fins d'un projet à exécuter sur le territoire d'autres Etats membres.

OPERATIONS :

La Banque peut effectuer ses opérations en accordant des prêts directs ou en participant à de tels prêts au moyen des diverses ressources dont elle dispose, en investissant des fonds dans le capital social d'une entreprise ou d'une institution et en garantissant, en totalité ou en partie, les prêts consentis par d'autres, selon des conditions et modalités déterminées.

La Banque peut accorder des prêts de caractère global à des banques nationales de développement et autres institutions appropriées.

...

CONSEIL DES GOUVERNEURS :

En règle générale, tous les pouvoirs de la Banque sont dévolus au Conseil des gouverneurs; le Conseil formule, en particulier, les directives générales concernant la politique de la Banque en matière de crédit. Il peut déléguer au Conseil d'administration la plupart mais non la totalité de ses pouvoirs. Chaque Etat membre est représenté au Conseil des gouverneurs et nomme un gouverneur et un gouverneur suppléant qui restent en fonctions pendant cinq ans et ne sont pas rétribués, mais sont défrayés des dépenses raisonnables qu'ils encourent. Les gouverneurs et leurs suppléants doivent être Africains. Le Conseil des gouverneurs tient une assemblée annuelle et toutes autres assemblées qu'il peut décider de tenir ou que le Conseil d'administration peut convoquer.

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Le Conseil d'administration se compose de neuf membres qui ne peuvent être ni gouverneurs ni gouverneurs suppléants et qui sont élus par le Conseil des gouverneurs.

Les administrateurs doivent être Africains. Chacun d'eux nomme un suppléant. Ils sont élus pour trois ans et sont rééligibles.

VOTE :

Chaque Etat membre a 625 voix, plus une voix par action qu'il possède au capital-actions de la Banque.

LE PRESIDENT :

Le Conseil d'administration, à la majorité du total des voix attribuées aux Etats membres, élit le Président de la Banque et, sur sa recommandation, un ou plusieurs Vice-Présidents. Le Président et les Vice-Présidents doivent être Africains.

Le Président reste en fonctions pendant cinq ans. Il nomme le personnel en tenant pleinement compte de ce qu'il importe de nommer des Africains aux postes supérieurs.

...

SIEGE ET BUREAUX :

Le siège de la Banque est situé à La Banque peut ouvrir ailleurs des agences ou des succursales.

STATUT, IMMUNITES, EXEMPTIONS ET PRIVILEGES :

La Banque jouit de la personnalité juridique pleine et entière et peut conclure des accords avec les Etats membres et les Etats non membres, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales. Sur le territoire de chaque Etat membre, la Banque et son personnel bénéficient de certaines immunités, exonérations d'impôts et privilèges.

ENTREE EN VIGUEUR ET ACQUISITION DE LA QUALITE DE MEMBRE :

L'Accord, déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, restera ouvert jusqu'au 31 décembre 1963 à la signature des gouvernements qui sont énumérés dans l'Annexe A à l'Accord.

L'Accord entrera en vigueur lors du dépôt d'instruments de ratification par douze gouvernements signataires dont les souscriptions initiales représentent au total 65 pour cent au moins du capital-actions autorisé, sans toutefois que l'entrée en vigueur puisse être antérieure au 1er janvier 1964.

Les gouvernements signataires déposeront leurs instruments de ratification avant le 1er janvier 1965.

L'Accord renferme des dispositions concernant l'adhésion d'autres Etats après son entrée en vigueur, dans les conditions que le Conseil des gouverneurs pourra déterminer.

MANDATAIRES :

Selon un Protocole à l'Accord, le Secrétaire général des Nations Unies est institué Mandataire. Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Accord, il maintient les fonds reçus des signataires dans un compte spécial qui sera transféré à la Banque dès la première assemblée du Conseil des gouverneurs.

OUVERTURE DES OPERATIONS :

Aussitôt que l'Accord entrera en vigueur, chaque Etat membre nommera un gouverneur. Le Mandataire convoquera la première assemblée du Conseil des gouverneurs qui élira neuf administrateurs et fixera la date d'ouverture des opérations.

ARRANGEMENTS TRANSITOIRES :

Un Protocole à l'Accord, qui doit être signé par les Signataires de l'Accord, prévoit l'adoption d'"Arrangements transitoires", organisme autonome chargé d'assurer, aussitôt que possible, l'établissement effectif de la Banque et de préparer ses travaux en matière de projets.

Les Arrangements transitoires ont pour principaux organes un Conseil de direction, un Directeur exécutif, assisté d'un personnel, et un Comité consultatif de neuf membres.

Le Conseil de direction se compose des ministres des finances des Gouvernements signataires.

Le Directeur exécutif et les membres du Comité consultatif (tous devant être Africains) sont élus par le Conseil de direction, à la majorité des deux tiers, chaque ministre disposant d'une voix.

Les membres du Comité consultatif exercent leurs fonctions à titre personnel.

Les Gouvernements signataires contribueront à couvrir les dépenses de cet organisme qui est aussi censé recevoir une aide financière et technique des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Ils doivent verser une contribution équivalant à 940.000 unités de compte, en deux versements semestriels représentant chacun 20.000 ou 40.000 unités de compte, selon le groupe dans lequel le Gouvernement intéressé a été classé. De plus, ils peuvent être invités, au bout d'un an, à verser encore au total 1.060.000 unités de compte.

Sauf exception, la contribution est payable en monnaie convertible.

Etant donné la nécessité d'une étroite collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique, il semble qu'Addis Abéba soit le siège qui convienne le mieux aux Arrangements transitoires.